

**EUROPE** Livre blanc sur le dialogue interculturel, 1 – ONU, OSCE et Conseil de l'Europe pour le dialogue interculturel, 3 – Dal Marocco in Europa predicatori contro l'estremismo, 3

**BELGIQUE** Une libre-pensée très organisée, 4

**DEUTSCHLAND** Situation des RU nach den Konfessionen, 4  
RU an deutschen Schulen im Ausland, 5

**ESPAÑA** APPRECE exige la regulación de la alternativa a la Religión, 6 - Las asignaturas de Religión y de Ciudadanía bajo encuesta, 6

**FRANCE** Les religions et leur enseignement dans le cadre de la laïcité, 7

**GREAT BRITAIN** Giovani musulmani a lezione di antifondamentalismo, 8

**GRECE** Ridiventa obbligatoria la frequenza all'insegnamento ortodosso, 8

**LITHUANIA** Towards a new paradigm of Religious Education, 8

**ROUMANIE** Les symboles religieux restent dans les écoles, 10

**QUEBEC** Le nouveau cours «Ethique e culture religieuse» obtient un appui de 52 %, 10

### Speciale FORMAZIONE 11-15

1. Il problema della formazione degli insegnanti di religione islamica in Italia (A.Mokrani)
2. Un master sulla Bibbia all'Università Cattolica di Milano (Alessandro Ghisalberti)
3. Il Vaticano aggiorna gli Istituti di Scienze religiose (A.Vincenzo Zani)
4. Un certificat en Didactique de l'Enseignement religieux à l'UC de Louvain
5. L'Université de Montréal forme les professeurs d'Ethique et culture religieuse

**Brevi** Brno – Bruxelles – Lille – London – Torino – Città del Vaticano, 15

**Opinioni** Assemblée-Sinodo – Fourest – Maselli – Moukrani – Regno – Tauran - Vallinatos, 16

**Biblioteca** 17

**Eventi** Berlin – Paris – Klingenthal – Bologna – Roma – Perugia – Milano – Dijon, 17

## **EUROPE / Livre blanc sur le dialogue interculturel**

**EU128** – Strasbourg, Palais du Conseil de l'Europe, 7-8 mai 2008. Le Livre blanc sur le dialogue interculturel « **Vivre ensemble dans l'égalité** » vient d'être approuvé par la 118<sup>e</sup> Session du Comité des Ministres au nom des gouvernements des 47 Etats membres du Conseil de l'Europe. La nouveauté de ce Livre, par rapport aux précédents, consiste dans le dépassement des deux modèles d'intégration pratiqués et prônés jusqu'ici : l'assimilationnisme et le communautarisme. Il s'articule en six chapitres : Introduction – Accueillir la diversité culturelle – Cadre conceptuel – Cinq approches d'action politique – Recommandations pour l'action future – La voie à suivre. Au chapitre 3 – le cadre conceptuel – une section s'ouvre sur la **Dimension religieuse** de ce dialogue : son ampleur et ses sources, ses exigences, sa gestion. C'est ce texte extrait que nous reproduisons, comprenant les paragraphes 70 à 75. Le document intégral (35 pages au total) est en ligne sur [www.coe.int/t/cm/](http://www.coe.int/t/cm/).

[...]

### **Dimension religieuse**

(70) Le riche patrimoine culturel de l'Europe comprend une **grande diversité de conceptions religieuses**, mais également laïques, de la finalité de l'existence. Le christianisme, le judaïsme et l'islam

ont - chacun avec son propre système d'interprétations - exercé une influence profonde sur notre continent. L'Europe a toutefois connu, dans un passé lointain mais également récent, des conflits où la religion a joué le rôle de marqueur communautaire.

(71) La **liberté de pensée, de conscience et de religion** est l'un des fondements de toute société démocratique, garanti par l'Article 9 de la Convention européenne des Droits de l'Homme. Cette liberté est l'un des éléments les plus essentiels se rapportant à l'identité des croyants et à leur conception de la vie, mais également à celle des athées, agnostiques, sceptiques et indifférents. Tout en garantissant cette liberté, l'Article 9 prévoit que les manifestations d'expression de cette liberté peuvent être limitées à des conditions précises. La question des symboles religieux dans la sphère publique, en particulier dans l'éducation, a été examinée par la Cour européenne des Droits de l'Homme. Suite à l'absence relative de consensus entre les Etats membres sur les questions de religion, la Cour laisse en général aux Etats une « marge d'appréciation » importante, bien que limitée, en la matière,

(72) Les **priorités du Conseil de l'Europe** et les préoccupations des communautés religieuses se recoupent en grande partie : droits de l'homme, citoyenneté démocratique, promotion des valeurs, paix, dialogue, éducation et solidarité. La consultation a également révélé un consensus sur la responsabilité des communautés religieuses à qui il incombe de contribuer, par le dialogue interreligieux, au renforcement de la compréhension entre les différentes cultures.

(73) Le **rôle important des communautés religieuses** en matière de dialogue implique que des efforts soient entrepris dans ce domaine entre les communautés religieuses et les autorités publiques. Le Conseil de l'Europe s'est déjà impliqué en ce sens via diverses initiatives de l'Assemblée parlementaire et les séminaires du Commissaire pour les Droits de l'Homme qui, depuis 2000, a réuni des représentants des communautés religieuses dans le but de les associer aux activités menées par le Conseil de l'Europe dans le domaine des droits de l'homme. La pratique religieuse est une composante de la vie contemporaine ; à ce titre, elle ne peut, ni ne doit être exclue de la sphère d'intérêt des autorités publiques, même si l'Etat doit préserver son rôle de garant neutre et impartial de la pratique de différentes religions, foies et croyances. La *Déclaration du Forum de la Volga* (2006) [cf [www.coe.int/dialogue](http://www.coe.int/dialogue) ] invitait le Conseil de l'Europe à engager un « dialogue ouvert, transparent et régulier » avec les organisations religieuses, tout en reconnaissant que cette démarche devait reposer sur des valeurs et des principes universels. Le processus engagé à cette fin pourrait reprendre le modèle de la table ronde adopté dans plusieurs Etats pour favoriser le dialogue avec les communautés religieuses. La *Déclaration de Saint-Marin* (2007) [cf [www.coe.int/dialogue](http://www.coe.int/dialogue) ] sur la dimension religieuse du dialogue interculturel affirme que les religions peuvent élever et enrichir le dialogue. Le contexte de ce dialogue correspond à une ambition partagée de protéger la dignité de chaque être humain par la promotion des droits de l'homme, y compris l'égalité entre les femmes et les hommes, de renforcer la cohésion sociale et de favoriser la compréhension et le respect mutuels. Dans la *Déclaration de Saint-Marin*, les représentants des communautés religieuses et de la société civile présents se sont réjouis de l'intérêt manifesté par le Conseil de l'Europe dans ce domaine; ils ont noté que le Conseil de l'Europe resterait neutre à l'égard des religions, tout en défendant la liberté de pensée, de conscience et de religion, les droits et devoirs de tous les citoyens et l'autonomie respective de l'Etat et des religions. Ils ont considéré qu'il était nécessaire de mettre en place des forums adaptés à l'examen de l'impact de la pratique religieuse sur d'autres domaines de politique publique comme la santé et l'éducation, sans discrimination et dans le respect des droits des non-croyants. **Les non-croyants ont le même droit de contribuer aux débats sur les fondements moraux de la société, aux côtés des représentants religieux**, et de participer à des forums pour le dialogue interculturel.

(74) Le 8 avril 2008, le Conseil de l'Europe a organisé, à titre expérimental, une rencontre sur la dimension religieuse du dialogue interculturel autour du thème « **L'enseignement de faits religieux et relatifs aux convictions. Un outil de connaissance des faits religieux et relatifs aux convictions au sein de l'éducation ; une contribution à l'éducation à la citoyenneté démocratique, aux droits de l'homme et au dialogue interculturel.** » Les Etats membres et les Etats observateurs du Conseil de l'Europe, ainsi que les partenaires institutionnels de l'Organisation, la Commission européenne, des représentants des religions traditionnellement présentes en Europe et d'autres convictions, des représentants d'OING/ONG, des experts et des représentants des médias ont participé à cette « Rencontre ». Evénement novateur et expérimental, son principal objectif est de promouvoir et renforcer les valeurs fondamentales du Conseil de l'Europe que sont le respect des droits de l'homme, la promotion de la démocratie et la primauté du droit, contribuant ainsi à favoriser le respect et la connaissance réciproques ainsi que la tolérance et la compréhension mutuelle au sein de la société européenne. Des représentants des religions et d'autres acteurs de la société civile, dont les représentants d'autres convictions, ont été associés à cet objectif, participant à un dialogue ouvert et transparent sur un thème

axé sur ces valeurs. Le but n'était pas d'engager un débat théologique, ni d'établir le cadre d'un dialogue interconfessionnel.

(75) Outre le dialogue entre les autorités publiques et les communautés religieuses, qui devrait être encouragé, le dialogue doit également se développer entre les communautés religieuses elles-mêmes (dialogue interreligieux). Le Conseil de l'Europe a fréquemment reconnu **l'importance du dialogue interreligieux** (qui ne relève pas directement de sa compétence) dans le cadre du dialogue interculturel et encouragé les communautés religieuses à promouvoir activement les droits de l'homme, la démocratie et la primauté du droit dans une Europe multiculturelle. Le dialogue interreligieux peut aussi contribuer à renforcer, au sein de la société, le consensus autour des solutions aux problèmes sociaux. Le Conseil de l'Europe considère en outre qu'un dialogue est nécessaire dans les communautés religieuses et les courants de pensée philosophiques (dialogue intra-religieux et interne à une conviction), notamment pour permettre aux autorités publiques de communiquer avec les représentants autorisés des religions et croyances qui souhaitent être reconnus en vertu du droit national.

### **EUROPE / ONU, OSCE et Conseil de l'Europe pour le dialogue interculturel**

**EU129** – Strasbourg, Palais du Conseil de l'Europe, 7 juillet 2008. A eu lieu la rencontre trilatérale annuelle de haut niveau, aux travaux de laquelle ont participé des représentants du Conseil de l'Europe, de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe et de l'Organisation des Nations Unies. Ces rencontres à trois sont organisées chaque année depuis 1993 et la partie invitante est à tour de rôle le Conseil de l'Europe, l'OSCE et le siège de l'ONU à Genève. Cette année l'attention était concentrée sur la coordination des efforts dans le domaine du dialogue interculturel dont les buts sont la prévention de la discrimination, la défense du principe des droits de l'homme, de la démocratie et de la suprématie de la loi de même que la prévention des conflits et la lutte contre le terrorisme.

Les participants ont examiné de « bonnes pratiques » et ont approuvé les démarches entreprises par chacune des organisations, démarches orientées à développer le dialogue à tous les niveaux. Parmi celles-ci : la coopération interreligieuse et interculturelle pour la paix initiée par l'Assemblée générale de l'ONU en octobre 2007, l'« Alliance des civilisations » sous l'égide du Secrétaire général de l'ONU, le programme de l'OSCE d'éducation des représentants de la société civile et des représentants des différentes communautés, la préparation par le Conseil de l'Europe du Livre Blanc [voir ci-dessus Eu128] sur le dialogue interculturel et les actions qui l'accompagnent.

Dans le communiqué final, les participants ont défini les bases pour un tel dialogue : « Les droits de l'homme, civils et politiques, de même que économiques et *culturels*, avec les droits des minorités et la politique d'intégration qui respecte la diversité, créent une base essentielle de valeurs pour un dialogue interculturel dans les sociétés démocratiques ». Les participants à cette réunion trilatérale ont souligné le **rôle de l'éducation pour la promotion du dialogue interculturel**. Avec cela, les personnalités publiques, la société civile, les communautés religieuses, les mass-médias et tous les autres membres de la société doivent être activement impliqués dans **l'enseignement des « connaissances et des pratiques interculturelles »**.

A noter que les représentants de ces organisations internationales de première importance qui ont participé à cette rencontre, à laquelle les personnalités religieuses n'ont pas pris part, sont convenus qu'il fallait porter une attention toute particulière à la **dimension religieuse du dialogue interculturel**. Les participants ont souligné que les organisations religieuses pouvaient apporter une contribution considérable dans le règlement pacifique des conflits (*d'après Ré.Or. à Strasbourg*).

### **EUROPE / Dal Marocco in Europa predicatori contro l'estremismo**

**EU130** – Rabat, settembre 2008. In occasione dell'ultimo Ramadan, il re del Marocco Mohammed VI ha inviato in una dozzina di paesi europei **176 “predicatori” e “guide spirituali”**, al fine di mettere in guardia i connazionali all'estero da discorsi di natura estremista. La missione dei predicatori è stata quella di «rispondere ai bisogni della comunità marocchina residente all'estero nella sua vita religiosa, proteggerla da tutti i discorsi di natura estremista o deviante e metterla al riparo dai fanatismi o dagli estremismi». Inoltre di «riavvicinarla alle proprie radici marocchine, alla teologia asherita e al rito malekita» e «mettere in evidenza i valori della cittadinanza» aiutandola a integrarsi nella società europea. Rabat ha tentato così di frenare la crescita del fondamentalismo islamico nella comunità marocchina all'estero, che conta circa tre milioni e mezzo di persone, l'80 per cento delle quali vivono in Europa, soprattutto in Francia. Alcune sono state arrestate perché sorprese a progettare attentati o a predicare

violenza. Nella scelta dei candidati a predicatore o a guida si sono adottati **precisi criteri**, ad esempio, i saggi «devono essere molto preparati nelle scienze teologiche in modo da trasmettere al meglio il messaggio e farsi comprendere; essere rinomati per la loro rettitudine, la pietà e i buoni costumi; avere un contegno dignitoso e delle maniere irreprensibili, come gli ulema del Marocco; possedere le attitudini intellettuali e fisiche richieste per comunicare un messaggio, in modo da portare a compimento la loro missione nelle migliori condizioni», mentre le guide spirituali «devono aver memorizzato perfettamente il Corano, essere dotati di bella voce e avere una buona conoscenza delle regole della recitazione coranica». (G.Zavatta)

## **BELGIQUE / Une libre-pensée très organisée**

**BE22** – La laïcité belge ne se résume pas à la séparation de l’Eglise et de l’Etat. Elle comprend aussi une organisation soutenue publiquement, aux même titre que les cultes religieux. La «**laïcité philosophique**» jouit d’un rang égal aux religions en Belgique. Non seulement dans les écoles, où la morale laïque est enseignée aux non-croyants, dans les hôpitaux et les prisons, où sont proposés des «conseillers moraux » ou dans les émissions audiovisuelles de libre-pensée, mais aussi par des actions sociales, comme le soutien scolaire, des boutiques d’emploi jusqu’à des fêtes laïques. La laïcité organisée dispose de moyens nouveaux. «*Puisque l’État ne veut pas cesser de subventionner les cultes, le mouvement laïc, représentatif des non-croyants, est soutenu depuis une loi de 2002 comme les Églises*», explique Mathieu Bietlot dans les locaux de Bruxelles Laïque. L’association de la morale laïque de la Hulpe, près de Bruxelles, remet un prix aux enfants de l’école communale ayant suivi de cours de morale laïque, sans oublier la fête annuelle de la « jeunesse laïque » (...).

Proche mais sans lien structurel avec les francs-maçons, la laïcité organisée a pour cœur l'**Université libre de Bruxelles** (ULBL Le Centré d’action laïque a ses bureaux sur le campus de «*l’université du libre examen*» fondée en 1834. Son chant officiel se termine toujours par ces paroles: «*Rome tremble et chancelle devant la Vérité; Groupons-nous autour d’Elle contre la Papauté!*» À la dernière rentrée, le président du grand établissement francophone a rappelé la nécessité pour l’ULB, secouée par la venue de Tariq Ramadan, de «*se positionner sur ses valeurs fondatrices de laïcité*». La laïcité n’est pas qu’une affaire interne à la Belgique. Elle marque aussi sa diplomatie. Le gouvernement Verhofstadt, composé de libéraux et de socialistes, a aussi combattu toute mention de l’héritage chrétien dans le traité constitutionnel européen. Et il a obtenu que le dialogue entre l’Union européenne et les instances de foi soit aussi élargi aux communautés philosophiques. (*La Croix*, 23/07/2008).

## **DEUTSCHLAND / Situation des RU nach den Konfessionen**

**DE45 - Islamischer Religionsunterricht** - Die Einrichtung eines „Islamischen Religionsunterrichts“ im Sinne des Paragraphen 7, Absatz 3 Grundgesetz stößt in der Bundesrepublik Deutschland auf Schwierigkeiten. Als Hindernis gilt die Organisationsstruktur des Islam in Deutschland. Der Islam kennt als Religion keine eingetragene Mitgliedschaft. Muslim ist, wer Kind eines muslimischen Vaters ist. Muslimas ist die Ehe mit einem Nichtmuslim verboten. Auch Apostasie ist nicht gestattet. Der Islam wird erstens durch mehrere Verbände vertreten und zweitens sind die Mehrheit aller Muslime in Deutschland kein Mitglied in einem dieser Verbände. Von der Politik wurde und wird vielerorts aber noch immer ein einzelner Ansprechpartner gefordert, der alle Muslime des Landes vertreten kann - analog etwa zur Deutsche Bischofskonferenz, der Evangelischen Kirche in Deutschland oder zum Zentralrat der Juden. Demgegenüber fordern manche deutsche Muslime, die Bundesrepublik müsse sich auf die Bürger islamischen Glaubens zubewegen, denn das Land sei schließlich ein Staat aller seiner Bürger. In NRW versucht man mit Projekten in Duisburg und Köln in dieser Angelegenheit neue Wege auf lokaler Ebene zu gehen, „Islamischer Religionsunterricht“ untersteht - wie jeder Religionsunterricht - der Schulaufsicht. Die Unterrichtssprache ist deutsch.

Vom „Islamischen Religionsunterricht“ muss die „Islamische Unterweisung“ unterschieden werden. Angebote in „Islamischer Unterweisung“ gibt oder gab es in vielen Ländern der Bundesrepublik, teils eingebunden in den „Muttersprachlichen Ergänzungsunterricht“; oft wurde dieser Unterricht nur in türkischer Sprache angeboten, anderssprachige Muslime hatten daher meist keine Teilnahmemöglichkeit. Inhalt der „Islamischen Unterweisung“ war/ist islamische Landeskunde, die auch Informationen über den islamischen Glauben umfasst(e).

Einzelne Beispiele zum Stand der Entwicklung:

- In Bayern wird seit 1986 durch vom Kultusministerium besoldete Beamte des türkischen Staates „Islamische Unterweisung“ erteilt.

- In Berlin gibt es „Islamischen Religionsunterricht“. Er wird durch die Islamische Föderation Berlin erteilt, einem zum Islamrat für die Bundesrepublik Deutschland gehörenden regionalen Verband. Die Islamische Föderation (IFB) wird von Beobachtern kritisch beurteilt, da ihr enge Verbindungen zur Islamischen Gemeinschaft Milli Görüs unterstellt werden. Milli Görüs (IGMG) gilt als extremistisch und wird vom Verfassungsschutz beobachtet.
- In Nordrhein-Westfalen wird seit 1999 im Rahmen eines Versuch Islamkunde erteilt, die offiziell ebenfalls keinen Religionsunterricht darstellt. Daneben wird weiterhin "Islamische Unterweisung im Rahmen des muttersprachlichen Unterrichts" angeboten<sup>[9]</sup> Seit dem WS 2004/2005 gibt es in NRW den bundesweit ersten Lehrstuhl für Religion des Islam am „Centrum für Religiöse Studien“ der Westfälischen Wilhelms-Universität in Münster. Er wird vertreten durch Prof. Dr. Muhammad Kalisch und soll zusammen mit Lamy Kaddor (Islamische Religionspädagogik) zukünftige Lehrer (innen) für einen „Islamischen Religionsunterricht“ ausbilden.
- In Niedersachsen wird seit einiger Zeit „Islamischer Religionsunterricht“ angeboten. Als Ansprechpartner für den Staat fungiert ein runder Tisch, der sich unter anderen aus Vertretern verschiedener islamischer Organisationen zusammensetzt.

**Jüdischer Religionsunterricht** - In Deutschland wird jüdischer Religionsunterricht u. a. in folgenden Bundesländern angeboten oder wurde geplant: • Baden-Württemberg • Bayern • Berlin: Die *Jüdische Oberschule*, eine allgemeine, staatlich anerkannte Privatschule mit einem jüdischen Profil, bietet Unterricht in Religion und Bibel an. • Niedersachsen (beantragt; Stand Mai 2006) - Nordrhein-Westfalen.

**Buddhistischer Religionsunterricht** - Seit 2003 wird in Berlin vom Berliner Schulsenat an drei öffentlichen Schulen Jahrgangs- und schulübergreifend buddhistischer Religionsunterricht angeboten. Die Buddhistische Gesellschaft Berlin e.V. zeichnet für die Organisation dieses Unterrichts verantwortlich. Die unterschiedlichen buddhistischen Schulrichtungen und Traditionen werden im Unterricht repräsentiert. Die Ausbildung der buddhistischen Lehrer obliegt der DBU.  
(cfr: [http://de.wikipedia.org/wiki/Religionsunterricht\\_in\\_der\\_Bundesrepublik\\_Deutschland](http://de.wikipedia.org/wiki/Religionsunterricht_in_der_Bundesrepublik_Deutschland))

## **DEUTSCHLAND / RU an deutschen Schulen im Ausland**

**DE46 - Deutsche Bischofskonferenz und EKD veröffentlichen Orientierungshilfe**, Juni 2008.

Der Religionsunterricht ist an den weltweit 117 deutschen Auslandsschulen ordentliches Unterrichtsfach. Eine gemeinsam vom Kirchenamt der Evangelischen Kirche in Deutschland (EKD) und dem Sekretariat der Deutschen Bischofskonferenz herausgegebene Broschüre verdeutlicht den Stellenwert des Evangelischen und Katholischen Religionsunterrichts (RU) in diesen Schulen. Sie richtet sich an Schulleitungen und Kollegien, Eltern und die Verantwortlichen in den katholischen und evangelischen deutschsprachigen Auslandsgemeinden, aber auch an Interessierte in Botschaften, Ämtern und Kulturorganisationen.

Die Orientierungshilfe informiert auf knapp 30 Seiten über Aufgaben und Ziele des konfessionellen RU an den Auslandsschulen, die besonderen Profile Evangelischen und Katholischen RU und das Verhältnis dieser Fächer zum Ethikunterricht. Religiöse Bildung ist gerade an den deutschen Auslandsschulen wichtig, denn Religion ist in weiten Teilen der Welt prägender Bestandteil der Alltagskultur, der sich auf Politik und Wirtschaft auswirkt. So erkennen viele Europäer erst in der Begegnung und im Zusammenleben mit Menschen anderer Kulturen und Religionen, wie stark die vermeintlich säkulare eigene Kultur von christlichen Werten und Traditionen geprägt ist.

Die Broschüre enthält auch die organisatorischen Regelungen zum Religions und Ethikunterricht, die der Bund-Länder-Ausschuss für schulische Arbeit im Ausland (BLASchA) für die deutschen Auslandsschulen verbindlich beschlossen hat. Demnach soll in allen Schularten und Jahrgangsstufen Evangelischer und Katholischer RU angeboten werden. Um den Belangen kleinerer Schulen gerecht zu werden, wird eine Mindestgruppengröße von acht Schülern festgelegt. Kommt diese Zahl nicht zustande, wird Evangelischer oder Katholischer RU eingerichtet, an dem Schüler beider Konfessionen, aber auch konfessionslose Schüler teilnehmen können. Diese organisatorischen Regelungen schaffen Rechtsklarheit und stärken damit den RU an den einzelnen Schulen,

*Hannover / Bonn, 18. Juni 2008*

Pressestelle der EKD: Christof Vetter - Pressestelle der Deutschen Bischofskonferenz: Stefanie Uphues

[Hinweis: Die Broschüre steht zum Download bereit unter <http://www.dbk.de/>

Oder [www.ekd.de/download/religionsunterricht\\_ausland.pdf](http://www.ekd.de/download/religionsunterricht_ausland.pdf) ]

## ESPAÑA / APPRECE exige la regulación de la alternativa a la Religión

**ES37** - El día 5 de julio de 2008, APPRECE (Asociación Profesional de Profesores de Religión en Centros Estatales) ha celebrado en Zaragoza la **XXXVII Asamblea General Ordinaria** en la que han participado las APPRECEs Autonómicas de Andalucía, Aragón, Asturias, Cantabria, Castilla y León, Gaücia, Madrid, Valencia, País Vasco. A su término ha aprobado el siguiente comunicado:

### APOSTANDO POR EL FUTURO EN EUROPA

1. Exigimos que se regule correctamente la **alternativa a la enseñanza de la Religión Confesional en el Bachillerato**, tal como se ha regulado en la ESO, de acuerdo con la jurisprudencia de los Altos Tribunales del Estado.
2. Lamentamos los pronunciamientos de algunos **grupos contra la presencia de la enseñanza del hecho religioso en la escuela**, por lo que significa de intolerancia, sectarismo e incultura. Por eso hemos apoyado la fórmula que regula la enseñanza religiosa en la LOE, concretada en el modelo de la ESO, porque a través del estudio, el conocimiento y la reflexión sobre las religiones, es desde donde las nuevas generaciones, además de más cultas, serán más tolerantes y más respetuosas con el pluralismo existente en nuestra sociedad.
3. La Asociación, ha acordado a efectos de publicidad **inscribir la UNIÓN APPRECE ESPAÑA en el Registro de Asociaciones del Ministerio del Interior** con el apoyo de siete APPRECEs Autonómicas, quedando abierta a la integración de las otras Autonomías.
4. La Asociación **ha aprobado un Reglamento de Régimen Interior** en el que coordina el funcionamiento interno como Asociación Profesional con el desarrollo de su acción sindical autónoma e independiente como Asociación Sindical, abierta al diálogo y a la colaboración con todas aquellas organizaciones sindicales que estén dispuestas a defender tanto al colectivo como a la asignatura.
5. Hacemos un **llamamiento a ciertas organizaciones sindicales** para que, desde el respeto a la legalidad vigente, **reconozcan los derechos de estos trabajadores**, como profesionales dedicados a la enseñanza de la Religión en la escuela pública, como sucede en el conjunto de la Unión Europea.
6. Esta Asamblea expresa su **satisfacción por los avances que se van produciendo en orden a una mayor estabilidad del profesorado de Religión y en otras mejoras sociales**. Desde el nuevo marco legal ofrecemos nuestra colaboración a la Jerarquía Eclesiástica y a la Administración para un mejor desarrollo del mismo tanto en las relaciones laborales como en su acción sindical.
7. Con nuestra mirada puesta en Europa en la que queremos integrarnos definitivamente pensamos que **el futuro pasa por la elección de Comités de Empresa propios que puedan negociar Convenios Colectivos para el profesorado de Religión**.
8. Hacemos un **llamamiento al Profesorado de Religión no asociado** para que, superando individualismos, comodidades e insoladadades, se unan a quienes estamos defendiendo sus derechos en todas las instituciones que tienen alguna incidencia en nuestra vida profesional.

*José M<sup>a</sup> Guardia Sierra, Presidente de APPRECE - unionappreceespana@hotmail.com*

## ESPAÑA / Las asignaturas de Religión y de Ciudadanía bajo encuesta

**ES38** - (...) A pesar de que desde ciertos sectores se empeñen curso tras curso en colocar en el centro del debate educativo temas como las asignaturas de Religión o Educación para la Ciudadanía, lo cierto es que las respuestas evidencian que no hay conductividad social ni con una materia ni con la otra. El **63,4%** de los interpelados afirma que la Religión debe ser «una asignatura optativa», un **13,8%** opina que no debe existir como tal y **solamente un 21,5% estima que ha de ser una materia «como cualquier otra»**, esto es, que contase para pasar de curso, ingresar a la Universidad y la obtención de becas. Llama la atención el tipo de respuesta dependiendo de quién la contesta. Así, los que abogan por la extinción de la Religión en las aulas son el doble entre los hombres que entre las mujeres (18,3% frente al 9,5%). Los que tienen entre 18 y 29 años son los más partidarios de su erradicación (18,3%). Los que más apuestan porque se equipare al resto, sus mayores defensores, están entre los mayores de 65 (38,5%).

«¿Es necesaria para los jóvenes la asignatura de **Educación para la Ciudadanía?**», se pregunta a los ciudadanos. Un **69,6%** responde que sí (más las mujeres que los hombres). Son precisamente los de menos edad los que responden negativamente (24,9%). Por partidos políticos, el PP se divide en dos a favor y en contra. El respaldo es importante y ronda el 85% entre los votantes de centro izquierda. Ahora bien, a pesar de que el aplauso a la materia es mayoritario, no significa que la ciudadanía española no consienta que se discrepe legalmente. Un 62,2% dice que está «de acuerdo con la objeción de conciencia» a la asignatura. Más partidarios de que se respete este derecho hay en el Partido Popular (65,9%) que en ningún otro partido. Los que más se muestran en contra son los votantes de Izquierda Unida, con un 56,3%. (Encuesta El Mundo-Sigma Dos, *El Mundo*, 28 de julio de 2008).

## FRANCE / Les religions et leur enseignement dans le cadre de la laïcité

**FR 66** - *Le paysage religieux français s' est considérablement diversifié au cours de ces dernières années et les pratiques religieuses, moins assujetties aux rites, se sont sécularisées et individualisées. D'après le site du Ministère des Affaires Etrangères et Européennes, mis à jour en juillet 2008, nous attirons l'attention sur ces données :*

■ **Le panorama confessionnel** - Aucune statistique officielle recensant l'affiliation religieuse n'est disponible en France depuis 1872, date à laquelle il est interdit de collecter des données sur l'appartenance religieuse et l'origine ethnique des personnes. C'est à partir de sondages que des estimations sont établies. Le rapport Machelon de 2006 dresse le panorama religieux suivant (*IFOP-La Croix*, 2006) :

- **le catholicisme** reste la religion majoritaire. En 2006, 65 % des Français se déclaraient catholiques ;
- **l'islam** est la deuxième religion de France et se présente sous une grande diversité d'expressions. On estime à environ 5 millions le nombre de personnes originaires de pays se recommandant de l'Islam, soit 6% de la population.;
- **le protestantisme** représente 2% de la population, soit 1,2 million de personnes, dont 350 000 d'évangéliques et pentecôtistes ;
- **les "chrétiens historiques"** regroupent environ 750 000 personnes autour de l'Eglise orthodoxe, de l'Eglise apostolique arménienne et des diverses Eglises orientales ;
- **le judaïsme** compte environ 600 000 personnes qui sont en majorité d'origine séfarade
- les fidèles du **bouddhisme** sont estimés à 400 000.
- **les mouvements religieux atypiques** connaissent une certaine vitalité, comme les Témoins de Jéhovah, qui se déclarent au nombre de 140 000.

La France est le pays européen qui compte le plus grand nombre de musulmans , de juifs et de bouddhistes.

■ **La place de la religion dans la société française laïque** - En France, les différentes religions se recommandent du **principe de laïcité, qui marque une séparation entre la sphère de l'Etat et la sphère religieuse**. L'article 1 de la Constitution de 1958, établi par l'article 10 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen dispose que la France est une **République laïque**, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. **Elle respecte toutes les croyances**. L'Etat est garant de **la liberté de croyance et du pluralisme religieux**. La seule restriction à l'activité d'un mouvement religieux est l'atteinte à l'ordre public. **L'Etat doit être neutre** en n'accordant de prééminence à aucun culte, et traite de manière égale les différents cultes. L'Etat ne finance aucun culte directement.

Si les religions sont séparées de l'Etat, elles n'en sont pas pour autant confinées à la sphère privée. Les responsables religieux interviennent dans le **débat public** pour émettre des avis sur les problèmes de notre temps tels que les **questions d'éthique** liées aux progrès des sciences de la vie et de la santé.

■ **Un enseignement confessionnel** est dispensé dans les établissements privés d'enseignement (de la maternelle au post-baccalauréat) qui scolarisent plus de 2 millions d'élèves, soit **17%** des effectifs. La majorité de ces établissements (98%) sont sous contrat, ce qui les engage à respecter les programmes en échange de la prise en charge par l'Etat de la rémunération des enseignants. Les établissements **catholiques** représentent 97 % de l'enseignement privé sous contrat. En 2003, on comptait 256 établissements **juifs**, qui accueillaient environ 30 000 élèves, soit 30 % des jeunes Juifs appartenant à la classe d'âge correspondante. Il existe 4 établissements **musulmans** en France, tous hors contrat : le collège-lycée La Réussite, à Aubervilliers (93) créé en 2001; l'école primaire Taalim-al-Islam, ouverte à la Réunion, le lycée Averoès, ouvert en 2003 à Lille, et le collège-lycée al-Kindi, fondé en 2007 à Décines. Par ailleurs il existe des **aumôneries** dans les écoles publiques, les hôpitaux et les prisons ainsi que les armées. En Alsace, l'enseignement des quatre « cultes reconnus » - protestant, catholique, juif, morale non confessionnelle – jouit d'un statut officiel particulier.

■ **La représentation des cultes** - Les principaux cultes sont représentés par un organe représentatif qui est l'interlocuteur officiel des pouvoirs publics sur les questions relatives à l'organisation du culte.

- L' **Eglise catholique** est représentée par la Conférence des évêques de France depuis 1966.

- Les **protestants** sont représentés par la Fédération protestante de France (FPF) depuis 1905.

- Le **culte juif** est structuré autour du Consistoire créé le 11 décembre 1808. Le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) est la représentation politique ou laïque de la communauté depuis 1944.

- Les **orthodoxes** sont représentés par l'Assemblée des évêques orthodoxes de France depuis 1997.

- Le Conseil français du **culte musulman** (CFCM) représente le culte musulman depuis 2003.

- Les **bouddhistes** sont représentés par l'Union bouddhiste de France depuis 1986.

■ **Le cadre juridique dans lequel s'organisent les religions** - Les cultes sont régis par trois principaux textes de loi : la loi du 1<sup>er</sup> Juillet 1901 sur les associations, la loi du 9 décembre 1905 relative à la séparation des Eglises et de l'Etat qui garantit le libre exercice du culte (art. 1) et édicte le principe de non subventionnement des cultes par l'Etat (art.2) et la loi du 2 janvier 1907 concernant l'exercice public des cultes. Le droit des cultes en vigueur, à la fois complexe et fortement lié aux quatre cultes reconnus en 1905 - catholicisme, protestantismes réformé et luthérien, judaïsme - est aujourd'hui confronté à une nouvelle diversité religieuse. Aussi est-il l'objet de réflexions et de débats au sein de la société contemporaine française notamment en ce qui concerne la question du financement des lieux de culte, la protection sociale des ministres des cultes, la législation funéraire des différentes religions.

### ■ Sites utiles

Institut européen en sciences des religions : <http://www.iesr.ephe.sorbonne.fr/>

Conférence des évêques de France : <http://www.cef.fr/>  
Fédération protestante de France : <http://www.protestants.org/>  
Consistoire de Paris : <http://www.consistoire.org/>  
Assemblée des évêques orthodoxes de France : <http://www.egliseorthodoxe.net/>  
Union bouddhiste de France : <http://www.bouddhisme-france.org/>

## **GRAN BRETAGNA / Giovani musulmani a lezione di antifondamentalismo**

**UK39** – Londra 23 luglio 2008. **Corsi di educazione civica ai giovani musulmani britannici, nel quadro dell'insegnamento religioso dispensato nelle moschee**, con l'obiettivo dichiarato di premunirli contro le influenze dell'estremismo islamico. Da questo settembre il governo del Regno Unito lancia l'iniziativa a Londra e in altri centri urbani a forte presenza islamica. Il progetto si inserisce in un insieme di misure destinate a mostrare che non vi è alcun tipo di conflitto fra britannici e musulmani. Tali misure comprendono, fra l'altro, la creazione di un comitato – composto da universitari esperti di islam, da teologi e da membri in vista della comunità musulmana – incaricato di trovare i modi migliori per combattere l'estremismo. Si prevede una maggior presenza dell'educazione civica nelle scuole delle moschee, l'aiuto alla comprensione teologica e un rinnovato appoggio al consiglio locale e alla leadership della comunità. Sono sempre più numerosi i giovani musulmani che frequentano regolarmente le scuole delle moschee per ricevere il tradizionale insegnamento coranico. Sulla base del lavoro all'interno delle comunità, il governo ha sostenuto un'organizzazione educativa indipendente – la *School development and support agency* – affinché lavori con studiosi ed esperti per sviluppare nuove nozioni che verranno insegnate insieme alle lezioni tradizionali, con l'obiettivo di dimostrare ai giovani musulmani che la loro fede è compatibile con i valori condivisi e con l'essere cittadini britannici (da O.R. 24/07/2008).

## **GRECIA / Ridiventa obbligatoria la frequenza dell'insegnamento ortodosso**

**GR06** – *E' durata lo spazio di un mese estivo la "facoltatività" dell'ora di religione in Grecia. Il 3 agosto i media europei annunciavano che una circolare del Ministero dell'Educazione e dei Culti rendeva facoltativa la frequenza all'insegnamento della religione ortodossa, fino ad allora obbligatoria nelle scuole pubbliche. Ma il 31 agosto arriva la smentita. L'Osservatore Romano e Radio Vaticana informano che per gli studenti greci ortodossi non sarà più possibile decidere se frequentare o meno l'ora di religione a scuola. Nel frattempo infatti il governo di Atene, cedendo alle pressioni del Sinodo della Chiesa Ortodossa, aveva dovuto fare marcia indietro. Stralciamo dal foglio vaticano del 31 agosto:*

Dopo una serie di reciproci malintesi interpretativi è stato raggiunto in Grecia un accordo — considerato ormai definitivo — sull'insegnamento della religione nelle scuole. Il Sinodo della Chiesa ortodossa greca si è detto soddisfatto della decisione del governo di limitare solo agli studenti non ortodossi la possibilità di saltare l'ora di religione. Il sinodo, riunitosi ad Atene, aveva ribadito la condanna nei confronti di una apparente iniziativa governativa che avrebbe concesso libertà a tutti gli studenti di non assistere alle lezioni di religione. Secondo i vescovi ortodossi si sarebbe trattato di una violazione della Costituzione nonché di precedenti direttive secondo cui i ragazzi ortodossi possono evitare la lezione di religione solo con una spiegazione scritta dei genitori. Successivamente tuttavia il ministero dell'Educazione greco ha precisato che la direttiva si riferisce solo «agli studenti non di religione ortodossa» i quali peraltro dovranno frequentare corsi compensativi in altre materie.

Un portavoce del Sinodo della Chiesa ortodossa greca ha sottolineato che la chiesa si dice «soddisfatta» della derisione del governo e considera la questione dell'insegnamento della religione nelle scuole ormai chiusa. Fonti del ministero greco dell'istruzione hanno precisato che non era mai esistita l'intenzione di consentire agli studenti ortodossi di saltare l'ora di religione. Sempre secondo quanto affermato da esponenti governativi, tale interpretazione era stata la conseguenza di una serie di non chiare presentazioni della questione.

## **LITHUANIA / Towards a new paradigm for Religious Education**

**LV05** OPEN - ENDED. *Towards a new paradigm for Religious Education in Lithuania in view of a young generation of Newcomers to the E.U.: Empirical and theoretical perspectives between relativism and religious commitment*, by Dr. **Birute Briuliute\***, K.U.Leuven 2008.

In this research we intend to investigate the changing nature of cultural values and religious beliefs in post-communist Lithuania after the fall of communism. The main goal of this research was to present the description and the analysis of the data we obtained from the investigation on the changing nature of traditional versus non-traditional religious identities among the young generations in Lithuania and the discernment of how these results could be related to the development of RE in post-communist Lithuania. The investigation also offers a basis for the development of a theoretical-methodical framework for the guidelines for RE in Lithuania. For our analysis we used the data from EVS (The European Values Study), the WVS (World Values Survey) as well as the theoretical discourses at the basis of EVS and WVS as far as they are related to religious issues. Another source of our data was the most recent overview of the responses to values of European populations throughout the European countries, as presented in the Atlas of European Values. And, finally, we conducted our own investigation in Lithuania, using the Post-Critical Belief Scale developed by D.Hutsebaut on the basis D.Wulff's theoretical schema.

1. Our theoretical analysis has led to the assumption that the fall of communism has caused a dramatic change in all the spheres of people's life. It had also a huge impact upon the value change in the post-communist countries. The Catholic Church, and the Lith. Underground Cath. Church in particular, was a main advocate for human rights and justice during the communist occupation and played a major role in mass mobilization for the 1989-91 events, which directed a 'singing revolution' against communist oppression. This should be remembered, contextualised and be made relevant for the Universal Church.
2. The Church's role has become less clear during the transitional phase, a phase that may well occupy an entire generation of Lithuanians. Any attempt to assess Lithuania's religious identity formation in the period of transformation should focus on the attitudinal and structural difficulties of economic, political, and cultural-religious integration. These questions concerning religious identity deserve serious consideration as transitional difficulties continue to surface.
3. We think we have empirical evidence that social transformation brings Lithuanian youth a religious identity of its own that represents highly expressed relativism and religious commitment at the same time. As we saw from the findings regarding the mixed nature of materialistic and post-materialistic values in Lithuanian youth value orientation, we might say that there is a 'mixed' religious identity or rather to say identity on the move or in transformation. This new religious identity of Lithuanian youth brings challenges and new opportunities for the Catholic Church in embracing the youth in their religious transformation.
4. The study of the Western European responses to value changes and shifts in religious practices offered solid arguments to see the value of the hermeneutical-communicative model for RE. In this approach the Christian Tradition is seen as a dynamic tradition, that is, not as a tradition 'of the past', but as something that has to grow permanently. A hermeneutic-communicative model approach the Christian Tradition as an open tradition, in which everyone has an active role and where everyone can participate and learn to write his/her own participation in the discovery-rediscovery of the Christian Tradition.
5. After World War II, Churches of West-European countries set up organizations to help the Christians of Churches 'behind the Iron Curtain'. These generous initiatives made important and vital contributions for Christians to survive and to remain faithful to the Church. The fall of the Berlin Wall (1989) initiated the historical liberation of the countries of Central and Eastern Europe. The Western European organizations should adjust their presuppositions and the content of their contributions (from charitable aid delivery into more educational/experience/knowledge exchange model) in case they want to continue a constructive collaboration with the Churches in Central and Eastern Europe.
6. When Europe is opening up for integrating even more countries and preparing a Constitution for the future of Europe, it is urgent to ask the question about integrity of the identity of European countries and the European Union as such. From our theoretical analysis done in this research we can see that the more Europe intends to move beyond the economic integration and to become more a political entity, the more it will have to decline its cultural identity. The EU has a future if it does not limit itself to the space of economic free exchange zone or to a space for democratic bureaucracy. Europe does have a cultural and religious personality and it is urgent to recognize it together with the integration of even more countries. It is the best way of addressing the issue of its boundaries. Considering the complexity and the variety of religious identities among Lithuanian youngsters, a hermeneutical-communicative model can help them to understand and value the major religious and social legacies of the pre-communist, as well as the communist past. It will offer opportunities to discover the legacies of transformation, when 're-telling', 're-interpreting' the traditions of the past. It will enable people, with different identities, to coexist with more openness and dialogical interactions, while, at the same time, taking on responsibilities for safeguarding the Christian tradition and guaranteeing its continuity.

\* *Birute Briuliute* obtained a B.A. in pedagogy of music from Kaunas J. Gruodis College of Music and Arts in Lithuania in 1977, and B.A. in Catechesis and Christian Ethics from Lithuanian Catechists' College in Kaunas, in 1994. The M.A. in Religious Education and Catechesis she obtained from Maryvale Institute in Birmingham (Great Britain), in 1999. She obtained the second M.A. and STL in Pastoral Theology from K.U. Leuven in 2004. *Birute Briuliute* currently works as an assistant to the Heads of Department

## ROUMANIE / Les symboles religieux restent dans les écoles

**RO08** – Bucarest 13 juin 2008. Les symboles religieux peuvent rester présents dans les écoles roumaines, selon une décision de la Cour suprême, qui a répondu ainsi positivement à un appel du ministère de l'Éducation (MECT) et d'une coalition d'ONG.

La Cour a admis le recours déposé par le ministère et 150 organisations groupées sous le nom de "Coalition pour le respect du sentiment religieux", à l'encontre d'une recommandation faite en novembre 2006 par le Conseil anti-discrimination (CNCD) auprès du MECT, de "respecter le caractère laïque de l'État" et de limiter la présence des symboles religieux dans les écoles. Le CNCD avait invité ainsi le ministère à demander aux directeurs d'écoles d'afficher les symboles religieux uniquement pendant les cours de religion ou dans les espaces destinés à l'instruction religieuse.

La recommandation avait été aussitôt dénoncée par l'Église orthodoxe, majoritaire à 85% en Roumanie, et par le MECT, mais la Cour d'appel de Bucarest avait tranché en faveur du CNCD. La demande du conseil était intervenue à la suite d'une plainte déposée par un professeur de philosophie, pour qui la présence de symboles religieux - orthodoxes pour la plupart - dans les classes et les halls de l'école fréquentée par sa fille représentait une "forme de discrimination envers les élèves agnostiques ou appartenant à une autre confession". Cette plainte s'était inscrite dans la campagne d'une ONG, qui dénonçait les services religieux célébrés dans les écoles, notamment à l'occasion de la rentrée, ainsi que le "caractère quasi-obligatoire" du catéchisme dans le cursus scolaire. La décision de la Cour suprême est définitive. (*La lettre du droit des religions*, n. 31, juin-juillet 2008, p. 20).

## QUEBEC / Le nouveau cours 'Éthique et culture religieuse' a l'appui de 52%

**CA04** – Québec, 16 septembre 2008. Le nouveau cours d'éthique et de culture religieuse [cf. *EREnews* 2008/2, 15] passe la rampe dans l'opinion publique. Une majorité de Québécois sont en accord avec ce programme qui initie à la réflexion éthique et aborde les grandes religions -- avec un accent particulier sur les traditions chrétiennes -- d'un point de vue culturel et sociologique. Plus de la moitié des répondants au sondage *Léger Marketing-Le Devoir* (52 %) jugent préférable que les enfants suivent le nouveau cours d'éthique et de culture religieuse au secondaire. De façon étonnante, les répondants qui auraient préféré que les jeunes ne soient pas exposés du tout à la religion à l'école arrivent au deuxième rang, avec 29 %. Enfin, alors que l'opposition au cours la plus médiatisée provient de lobbys de parents chrétiens, on constate que cette opinion est plutôt minoritaire: **seulement 16 %** des répondants au sondage auraient préféré une **éducation religieuse confessionnelle**.

Avec l'introduction du nouveau cours, la société québécoise parachève en quelque sorte sa **Révolution tranquille**. C'est un peu le dernier vestige du mariage entre la religion catholique et les services publics qui disparaît en cette rentrée scolaire. Or, selon les détracteurs du cours, la forte majorité de parents qui choisissaient auparavant l'enseignement religieux au primaire (de l'ordre de 80 %) plutôt que les cours d'enseignement moral témoignait d'une opposition à la déconfessionnalisation et à un enseignement culturel des religions. À la lumière du sondage, on constate maintenant que cet argument ne tient plus la route.

Le philosophe Georges Leroux, qui a collaboré à l'élaboration du nouveau programme, rappelle que la résistance au mouvement de déconfessionnalisation du système scolaire prend sa source dès les années 1960, «Les lobbys très minoritaires de parents catholiques [...] étaient déjà opposés dans les années 1960 à la création du ministère de l'Éducation, qui signait le premier acte de la fin de la tutelle de l'Église catholique sur l'éducation. Ils se sont ensuite manifestés à toutes les étapes du processus de la déconfessionnalisation pour tenter de maintenir leurs privilèges. Nous vivons aujourd'hui le dernier acte de cette séparation», constate M. Leroux, qui a fait paraître l'an dernier l'essai *Éthique et culture religieuse, dialogue. Arguments pour un programme*.

Outre l'appui assez important au nouveau cours, le sondage fait ressortir la **vigueur de la position athéiste**, qui aurait préféré sortir complètement la religion de l'école, y compris d'un point de vue culturel. Le professeur Leroux, qui enseigne à l'Université du Québec à Montréal, s'en étonne: «Je suis surpris de la résistance à la culture religieuse en elle-même, même lorsqu'elle est présentée dans un cours qui lui associe l'éthique. Cela représente un contingent important de personnes pour qui la religion, même comme objet social, comme système de représentation et de normes et comme objet de connaissance, doit être refoulé de l'école » (*Le Devoir*, 16 septembre 2008)

- <http://www7.mels.gouv.qc.ca/DC/ECR/> = site du ministère de l'éducation, des loisirs et du sport
- <http://www.eveques.qc.ca/documents/2008/ECRDeclaration17mars08.pdf> = Déclaration de l'épiscopat.

**Alcuni documenti recenti, di diversa fonte e autorevolezza, insistono sull'urgenza di preparare una nuova categoria di professionisti dell'istruzione religiosa nelle scuole pubbliche. Segnaliamo questi cinque documenti che, pur non avendo alcun legame istituzionale tra loro, sono l'indizio di una domanda nuova che emerge dal mondo della scuola, delle università, delle chiese.**

### 1. Il problema della formazione degli insegnanti di religione islamica in Italia

*Il teologo musulmano **Adnane Mokrani**, docente alla Pontificia Università Gregoriana (Istituto di studi sulle Religioni e le Culture) pubblica sulla rivista online Islamicità ([www.islamicita.it](http://www.islamicita.it)) una lunga riflessione su Un Islam europeo come antidoto al fondamentalismo. Stralciamo dalla parte finale il paragrafo relativo alla formazione degli imam.*

**IT101** - (...) L'esigenza di formare imam e insegnanti di religione islamica, ognuno nel suo campo specifico, la moschea e la scuola, non scaturisce solo da necessità culturali e scolastiche, ma è una condizione d'indipendenza e autonomia delle comunità islamiche in Italia ed Europa, sia sul piano ideologico e politico, sia su quello economico e finanziario. Un imam che non parla italiano e non predica in questa lingua, un imam formato all'estero, senza nessun'iniziazione culturale, che riproduce i discorsi, i problemi, le crisi (se non addirittura l'appartenenza politica) del suo paese di origine, non aiuta per niente il cammino di integrazione.

1. L'Islam è una religione senza gerarchia né clero. Questo fatto ha permesso allo Stato nei paesi a maggioranza islamica di avere un ruolo *pseudo-ecclesiale*, almeno sul piano organizzativo, tramite il ministero degli affari religiosi (*awqaf*, come viene definito in alcuni paesi). Questo compito non può essere svolto dallo Stato europeo, perlomeno in modo diretto, essendo uno Stato laico che rispetta l'autonomia delle religioni. Questo **vuoto istituzionale**, così creatosi, ha fatto sì che la scelta ricadesse su imam volontari, con ampia disponibilità di tempo e di mezzi, spesso senza formazione accademica e teologica adeguate. La maggior parte delle moschee in Italia (piuttosto sale di preghiere, appartamenti e garage) sono gestite da associazioni. Alcune sono sorte spontaneamente alla luce di un'esigenza locale, altre sono in qualche maniera il prolungamento del gruppo nel paese di origine. La formazione degli imam, in tale contesto, aiuterebbe a stabilire delle regole per una situazione altrimenti caotica e evitare la deriva dell'estremismo religioso, e di conseguenza del terrorismo, che sono sintomi di un'integrazione in crisi.

2. Il problema della formazione è connesso al **problema della riforma islamica**, *al-ijtihād*, il rinnovamento religioso, che non risponde solamente ad una esigenza di integrazione nel contesto europeo, ma è una priorità assoluta per il futuro della religione islamica nel mondo. L'Europa con la sua tradizione di libertà di ricerca e di espressione potrebbe essere il luogo più adatto per una possibile rinascita spirituale dell'Islam: un Islam europeo, tollerante, dialogante e progressista, antidoto all'integralismo (nato come conseguenza al dispotismo e all'oppressione). Questo è, a mio avviso, l'approccio culturale necessario ai fenomeni dell'integralismo e del terrorismo, dal momento che anche l'approccio militare (rispondente ad esigenze di sicurezza) ha mostrato i suoi limiti.

3. Non si può pensare concretamente alla formazione degli imam senza **atenei specializzati**. Da ciò deriva un problema pratico e finanziario: non si può contare sul finanziamento straniero, se non in modo limitato e controllato, poiché si correrebbe il rischio di dover ricompensare tale contributo esercitando un certo tipo di influenza politica ed ideologica. Lo Stato italiano, per tradizione, non finanzia le università religiose: l'università statale italiana è un'università laica che non insegna in ogni caso la teologia. A tutt'oggi non esiste un'Intesa tra lo Stato italiano e le comunità islamiche, fatto questo che impedisce loro di usufruire dell'otto per mille per finanziare futuri atenei. A tutto ciò si aggiunge la relativa povertà delle comunità islamiche di immigrazione e la loro frammentazione associativa.

La questione della formazione ci conduce direttamente alla grande questione dell'**Intesa con lo Stato italiano** di cui si parla da tempo. I musulmani non sono ancora riusciti ad organizzarsi in modo tale da poter usufruire di questo privilegio offerto dallo Stato. C'è, da una parte, la diversità etnica, nazionale e culturale di un Islam universale con tutte le sue ricchezze e contraddizioni, lotte e divisioni. C'è, dall'altra parte, come già accennato, la mancanza d'iniziativa, oppure l'attesa talvolta inconscia, di un'iniziativa statale alla stregua di ciò che accade nei paesi d'origine degli immigrati. Questa iniziativa dovrebbe provenire dalla cosiddetta maggioranza silenziosa, quella dei musulmani *laici*, che non sono organizzati e non appartengono alle associazioni che gestiscono le moschee. Ma esistono anche le interferenze esterne e i riflessi dei giochi politici interni. Senza dimenticare che le comunità islamiche, come presenza storica e realtà numerica, sono relativamente giovani e limitate, se paragonate alle altre realtà europee. Si può ambire, in queste condizioni, ad un ruolo *promozionale* dello Stato italiano nell'organizzazione

dell'Islam italiano, un ruolo che non arriva all'ingerenza diretta, ma chiama con insistenza i musulmani a rispondere concretamente all'esigenza di un'Intesa.

## 2. Un master sulla Bibbia all'Università Cattolica di Milano

**IT102** – Il prof. Alessandro Ghisalberti, docente di filosofia medievale all'Università Cattolica di Milano, dirige il Master sulla Bibbia, che viene attivato a partire da questo autunno 2008. Silvia Guidi lo ha intervistato per conto dell'Osservatore Romano (20 agosto 2008), da cui stralciamo un breve passaggio.

*Come è nata l'idea del master?* – È sorta per così dire dalla base, per il mio contatto con i laureati che seguono i corsi della Scuola di specializzazione all'insegnamento nell'area umanistica; si è raccolto il loro desiderio di avere un accesso guidato alle presenze bibliche nelle loro discipline di studio e poi di insegnamento. D'altronde, dialogando con i docenti della Facoltà teologica dell'Italia settentrionale e dell'Istituto di scienze religiose, è apparso sempre più netto nel tempo il desiderio condiviso di avere occasioni di sinergia con la Facoltà di Lettere e filosofia dell'Università Cattolica, che la divaricazione normativa aveva sempre impedito di realizzare in modo formalmente compiuto (l'Università Cattolica opera conferendo titoli che hanno valore legale, vincolati secondo l'ordinamento della Repubblica italiana). Il master ha consentito di trovare il modo di operare anche formalmente in unità di intenti, e così, oltre che agli insegnanti, si rivolge a quanti desiderano dedicarsi alla lettura del testo sacro per motivi personali, di crescita culturale e spirituale insieme, diversificata rispetto allo schema esegetico della pastorale, che necessariamente si ferma a percorsi più generali e si rivolge a un pubblico meno selezionato.

L'idea del master ha avuto una gestazione abbastanza lunga, sia per trovare le forme che agevolassero l'iscrizione, sia per costruire un percorso che risultasse appetibile per rispettare il vincolo dei 60 crediti (ossia di mille e cinquecento ore di applicazione, tra lezioni frontali, laboratori e stage), in un contesto che io chiamo di «formazione» nel senso più alto del termine, ossia della *Bildung* che serve alla crescita globale del corsista, rendendolo un uomo culturalmente e interiormente maturo, attrezzato per vivere consapevolmente i valori ideali del cristiano di oggi.

*Quali i suoi obiettivi primari?* - Il master è stato pensato per offrire, al più alto livello accademico — si tratta di un master universitario di secondo livello, cui si accede solo dopo una laurea magistrale o equivalente — un percorso qualificato che faciliti l'accesso alla lettura della Bibbia. Siamo abituati a pensare la Bibbia come un unico libro, perché così viene, messa in commercio o resa disponibile nelle camere d'albergo; ma già il nome parla di libri (dal greco *Biblia*), ossia di una vera e propria biblioteca fatta di testi scritti in un arco di diverse centinaia di anni, con vari generi letterali. Da sempre si è perciò pensato di attivare piani di lettura della Bibbia, e su questa linea si inserisce il nostro master, che nella parte dedicata agli insegnamenti istituzionali comprende quattro corsi base che introducono alla grande partizione Bibbia ebraica - Bibbia cristiana, e offrono i quadri fondamentali per un accostamento filologico all'Antico e al Nuovo Testamento. Segue il corso sull'esegesi dell'età patristica, che ha rappresentato l'elaborazione del testo sacro secondo modelli esegetici e letture simboliche determinanti per la formazione del canone liturgico, dogmatico, teologico e letterario di tutta la successiva storia della Chiesa.

## 3. Il Vaticano aggiorna gli Istituti superiori di scienze religiose

**SCV** – Il 25 Settembre 2008, presso la Sala Stampa della Santa sede, è stata presentata l'Istruzione sugli Istituti Superiori di Scienze Religiose a cura della congregazione per l'Educazione cattolica, dei seminari e degli istituti di studi. Il testo è pubblicato integralmente dall'Osservatore Romano, 26 settembre 2008, corredato da alcuni autorevoli interventi di commento. Riproduciamo, con qualche elaborazione redazionale, l'intervento di mons. Angelo Vincenzo Zani, sottosegretario della stessa Congregazione, che offre una panoramica dello status degli studi teologici e delle scienze religiose nel mondo cattolico.

A oltre 40 anni dal decreto conciliare *Gravissimum educationis*, a 30 anni dalla *Sapientia christiana* e a 20anni dalla *Normativa per gli Istituti Superiori di Scienze Religiose*, quali nuove esigenze formative sono maturate e come si presenta oggi il panorama di questa tipologia di istituzioni ecclesiastiche? Nelle comunità cristiane si è registrata, in questo lasso di tempo, la graduale maturazione della necessità di qualificare sia il personale religioso che quello laico. Dall'impegno sollecito degli episcopati nel far fronte alle molteplici e inedite esigenze pastorali, sono sorti istituti di studi superiori, strutturati in modi diversi. Pertanto, mentre la Congregazione per l'Educazione Cattolica rende pubblica la nuova *Istruzione*, nelle realtà ecclesiali si registra l'esistenza di una ricca tipologia di studi ecclesiastici particolarmente adatti per i laici e i loro compiti nel mondo; si tratta di una varietà di proposte formative che esprime la capacità

creativa della Chiesa di articolarsi diversamente nei vari contesti culturali e regionali, conservando allo stesso tempo la medesima identità e unità di finalità e di missione. Questa molteplicità di percorsi di studi, che ora potrà trovare nell' *Istruzione* le disposizioni utili per convergere verso una certa uniformità di impostazione, può essere raggruppata intorno a **tre categorie fondamentali**.

1. Anzitutto, abbiamo un grande numero di Istituti Superiori di Scienze Religiose (Issr), creati secondo la *Normativa* del 1987. Molti di questi istituti hanno già introdotto in anticipo la gran parte delle disposizioni contenute nella nuova *Istruzione*; mi riferisco, in particolare, **all'Italia e alla Spagna**. In questo gruppo di Paesi esistono 114 Issr, di cui 74 solo in Italia, 29 in Spagna e gli altri disseminati in piccole unità in Brasile, Cile, Croazia, Lettonia, Messico, Mozambico, Portogallo, Ucraina, Uruguay. In questi Paesi gli Issr sono sorti in seguito ad accordi bilaterali e/o concordati con i rispettivi Stati, concernenti le norme per la formazione degli insegnanti di religione nelle scuole primarie e secondarie.

2. Vi è, poi, una seconda tipologia di studi simili a quelli degli Issr, che riguarda, soprattutto, la Germania e altri Paesi del centro e del nord Europa, inclusi alcuni Paesi dell'Europa dell'Est. Qui esistono le Facoltà di Teologia cattolica che, in parte sono integrate in università statali e, in parte, sono regolate secondo il regime ecclesiastico. Faccio alcuni esempi.

- In **Germania** esistono 11 facoltà di Teologia cattolica integrate nelle università statali e 9 facoltà a regime ecclesiastico. Esse, oltre allo studio di teologia in senso stretto, offrono uno o più percorsi per l'insegnamento di religione o per formare altre figure specifiche in campo religioso e sociale. Accanto a questa modalità vi sono altri 36 istituti integrati in Facoltà di Filosofia e di Pedagogia delle università statali che offrono studi di primo e secondo livello accademico. Inoltre sono nate le cosiddette *Fachhochschulen* (cioè collegi tecnici, di indirizzo professionale) che offrono percorsi accademici di primo e secondo livello, con qualifiche religiose e sociali. Istituti simili a quelli della Germania sono presenti anche in altri Paesi.

- In **Austria** la maggioranza degli studenti delle 4 facoltà teologiche, presenti nelle università statali, sono laici che si preparano all'insegnamento della religione. Ci sono, poi, altre 4 *Theologische Hochschulen*.

- In **Svizzera** vi sono i Cantoni, sia cattolici che riformati, con le relative università civili, le quali offrono studi teologici sia per i futuri sacerdoti sia per i laici.

- Dopo la caduta del sistema comunista, molti **Paesi dell'Europa dell'Est**, tramite concordati o contratti accademici tra Santa Sede e singoli governi, hanno ricreato le facoltà di teologia cattolica presso le università statali, là dove erano state soppresse nella seconda metà del XX secolo. In diversi casi — come per esempio in Romania — queste nuove facoltà non corrispondono al modello vero e proprio di facoltà ed i gradi accademici rilasciati sono da considerare piuttosto al livello degli Issr.

- In **Polonia** non vi sono degli Issr secondo l'impostazione della nuova normativa. I numerosi laici studiano sia presso le 13 Facoltà di Teologia esistenti, sia negli appositi istituti teologici per laici, affiliati alle suddette facoltà.

3. Abbiamo, infine, una terza tipologia di studi accademici per laici. Si tratta di modalità differenti tra di loro, più distanti dal profilo tratteggiato dalla nuova normativa. Mi limito a due esempi.

- Negli **Stati Uniti**, e in Paesi con sistemi di studio simili (come **l'India**), la formazione accademica religiosa dei laici ha luogo presso le istituzioni educative postsecondarie, cioè le università e i college cattolici. Nei soli Stati Uniti ne esistono oltre 220. Solitamente tali istituzioni rilasciano gradi accademici di primo e secondo livello (in alcuni casi anche il dottorato) in «Studi teologici» o «Studi religiosi» e sono accreditati da agenzie regionali o nazionali. Finora, tuttavia, questo tipo di titoli non gode del riconoscimento ecclesiastico previsto dalla Costituzione Apostolica *Sapientia christiana*.

- In alcuni Paesi dell'Africa (come in **Etiopia, Uganda e Zambia**), vi sono percorsi di studio che potrebbero essere analoghi agli Issr i quali, in particolare, sono finalizzati a preparare educatori cattolici o assistenti all'infanzia. In altri Paesi (quali la **Nigeria, lo Zimbabwe e Zambia**), si stanno avviando delle università cattoliche, chiamate così con una certa enfasi, ma che sono molto più simili agli Issr.

#### **4. Un certificat en Didactique de l'Enseignement religieux à l'UC de Louvain**

**BE23** – *À côté des formations classiques qui préparent les futurs professeurs de religion catholique, master en théologie à finalité didactique, AESI en sciences religieuses, formation d'AESI en français-religion dans une Haute École, cette formation proposée par la Faculté de Théologie catholique, est destinée à des enseignants d'autres disciplines qui désirent se former pour enseigner la religion, que ce soit au secondaire inférieur ou supérieur.* <http://www.uclouvain.be/theo-cder.html>

■ *Certificat de complément ou certificat universitaire ?* Depuis plusieurs années, les instituts délivrent un «certificat de complément » (300 heures) à des personnes déjà porteuses d'un titre pédagogique dans une discipline autre que la religion catholique. À partir de septembre 2008, ces instituts s'associent à la Faculté de théologie de l'UCL pour créer le « Certificat universitaire de didactique de l'enseignement religieux ». Ce CDER remplacera l'ancien Certificat de complément dans les diocèses de Malines-Bruxelles, Liège et Tournai. Ce nouveau CDER sanctionne lui aussi une formation de 300 heures. Cette formation peut être suivie soit à l'UCL à Louvain-la-Neuve (Formule A), soit dans l'un des Instituts suivants (Formule B) : Lumen Vitae à Bruxelles, ISTD à Tournai, ISCP à Liège. Au terme de la formation (formules A et B), un certificat universitaire de formation continue est délivré qui, moyennant quelques compléments, facilite l'accès aux programmes réguliers de la Faculté de théologie de l'UCL (master 60 ou master 120)

■ *Objectifs et méthodes* - L'objectif est de rendre attractive et raisonnable la formation de celles et ceux qui se destinent à enseigner le cours de religion catholique dans l'enseignement secondaire (tous réseaux), tout en veillant à la haute qualité des cours et exercices proposés. Sur la base ancienne de 300 heures de cours, le CDER suit un cahier de charges identique dans tous les Instituts et un partenariat structurel avec l'UCL : il entend ainsi servir le cours de religion, en veillant à la qualité des enseignants et en alignant le niveau de maîtrise des compétences et des connaissances de manière à renforcer la crédibilité de ce cours et de celles et ceux qui en sont chargés. Pour offrir au plus grand nombre la possibilité de suivre cette formation, deux formules sont proposées :

- la formule A sera choisie par des personnes désireuses d'effectuer toute la formation à l'UCL. Ils recevront 30 crédits de formation (en théologie et en didactique de l'enseignement religieux) au sein de la Faculté de théologie ;
- la formule B intéressera des personnes qui ont plus de facilité à se rendre à Bruxelles, Liège ou Tournai. Le volume de cours sera identique (30 crédits) ; les 4/5 seront assurés par des enseignants attachés aux Instituts et 1/5 par des enseignants de l'UCL qui se déplaceront dans les Instituts.

#### PROGRAMME

- En formule A, le candidat qui décide d'effectuer l'ensemble de la formation à la Faculté de théologie de l'UCL s'inscrit au Certificat universitaire en théologie (fondements) auquel il ajoutera un travail écrit. Les cours seront choisis parmi ceux du bachelier en théologie. Le programme personnel comporte deux cours de didactique de l'enseignement religieux (90 heures). Pour les 210 heures restantes, le candidat doit choisir un cours au moins dans chacun des domaines suivants : • Méthodologie en théologie ou propédeutique • Exégèse • Théologie dogmatique • Théologie morale • Théologie des sacrements ou liturgie • Théologie pastorale ou problèmes actuels en théologie • Histoire ecclésiastique ou problèmes œcuméniques.
- Pour la formule B, le candidat suit la formation dans un des 3 instituts de son choix : Lumen Vitae à Bruxelles, ISTD à Tournai, ISCP à Liège. Son programme comporte les activités (cours, séminaire, travail final) suivantes: Synthèse du message chrétien – Ecriture sainte – Dogmatique – Ethique théologique – Théologie sacramentaire – Didactique de l'ER – Questions spéciales – Séminaire d'ER – Travail de fin de certificat.

## 5. L'Université de Montréal forme les enseignants d' Ethique et culture religieuse

**CA05** – *Le système scolaire québécois s'est déconfessionnalisé : à partir de ce Septembre 2008 le programme **Ethique et culture religieuse** remplace les programmes d'enseignement religieux, catholique et protestant, jusqu'ici dispensés dans les écoles publiques. Le nouveau programme est offert à tous les élèves du primaire et du secondaire (voir dans ce numéro, p.10). La formation des nouveaux enseignants est assurée par l'Université. A titre d'exemple, ce programme proposé par l'Université de Montréal, que l'on pourra consulter plus largement au site*

[http://www.progcours.umontreal.ca/programme/index\\_fiche\\_prog/183518\\_struc.html](http://www.progcours.umontreal.ca/programme/index_fiche_prog/183518_struc.html)

Structure du programme :

### **Baccalauréat en enseignement de l'Ethique e culture religieuse au secondaire**

Offert par la Faculté des sciences de l'éducation

*Objectifs* : Le programme permettra à l'étudiant de : - comprendre les orientations et l'esprit du nouveau programme de formation des jeunes ; - intégrer les valeurs qui sont véhiculées dans cette approche de l'enseignement ; - acquérir les savoirs disciplinaires et pédagogiques propres à l'enseignement de sa ou de ses disciplines ; - maîtriser les compétences d'un professionnel de l'enseignement et s'engager dans un processus de formation continue.

*Sections de contenus :*

**Segment Education :** Initiation à la profession enseignante – Intervention éducative – Didactique – Stages – Elève et son milieu – Elève à besoins particuliers (au total 60 crédits).

**Segment Ethique :** Initiation à l'éthique – Histoire de l'éthique – Théories éthiques – Ethique appliquée (au total 40 crédits).

**Segment Culture religieuse :** Culture religieuse et humanisme – Traditions monothéistes – Religion, sociétés et cultures – Spiritualités et développement spirituel (au total 40 crédits).

## Brevi

**CZ05 –** Brno. L'ottava conferenza dell'EASR / European Association for the Study of Religions, e dell'International Association for the History of Religions si è svolta a Brno, nella Repubblica Ceca, tra il 7 e l'11 settembre 2008, con il titolo: ***Time of Decline, Time of Hope: Scientific, Cultural and Political Engagement of the Study of Religions.*** L'oggetto principale che ha legato i lavori dei 5 giorni di seminario è stato lo studio accademico della religione: le sue teorie, metodi e il suo coinvolgimento e ruolo nelle strategie e nei conflitti scientifici, politici e culturali. Alla base vi sono questioni quali l'identificazione del sé, la comprensione del sé e la presentazione pubblica del sé, che contribuiscono ad una continua ricerca di identità da parte della disciplina stessa. Al centro delle riflessioni vi sono stati i cambiamenti che ha affrontato ed innescato lo studio della religione negli ultimi cento cinquant'anni, passando dall'essere una disciplina storica e filologica ad una disciplina capace di usare i metodi e i risultati della storia, sociologia, psicologia, scienza politica, antropologia, filosofia. Il punto di partenza è stato l'apertura della disciplina ad altre discipline e ad altre strategie cognitive, in una prospettiva transdisciplinare. I lavori si sono svolti lungo alcune linee guida: 1. Principi e ipotesi per un "sapere acquisibile" entro lo studio accademico delle religioni - 2. Passaggio da ipotesi ad assiomi - 3. Linguaggi e concetti generati dalla disciplina - 4. Regole scientifiche e funzioni dell'apprendere/insegnare lo studio delle religioni: modelli a confronto. *M. Giorda*

[cf il programma del convegno e altri documenti in <http://www.phil.muni.cz/relig/easr2008/concept.php>

**EU131 -** Bruxelles, juin 2008. Le Groupe de travail chargé par le Conseil supérieur des **Ecoles européennes** d'examiner l'évolution de l'enseignement de la religion et de la morale dans ces établissements, en remettant les résultats de son étude, a proposé au même Conseil Supérieur d'étendre le mandat du Groupe afin de lui « permettre d'étudier 1.l'utilité d'un **cours d'éducation aux valeurs et à la citoyenneté** pour les élèves des Ecoles Européennes de demain ; 2. le rôle de l'éducation religieuse dans les Ecoles européennes dans ce même contexte de pluralisme culturel » (<http://gudee.site.voila.fr/qualite/41442565.DOC>).

**FR 67 –** Le **lycée musulman Averroès** qui fonctionne a Lille depuis 5 ans a signé un contrat d'association avec l'Etat, du type de ceux qui lient ce dernier à la plupart des établissements catholiques. « Nous ne demandons jamais la question de la religion aux élèves ou professeurs, c'est une affaire personnelle, tout comme nous ne demandons jamais à une jeune fille pourquoi elle porte ou ne porte pas le voile », a dit le directeur adjoint M. Mamèche. Le lycée se distingue par sa référence « aux valeurs musulmanes : goût de l'effort et du savoir, respect des autres », a-t-il précisé. Le cours d'Ethique religieuse est facultatif. Le lycée avait ouvert ses portes en 2003 avec 16 élèves, actuellement il en a 90. La seule école musulmane à avoir jusqu'ici un contrat d'association avec l'Etat était une école primaire de Saint-Denis-de-la-Réunion. (*La lettre du droit des religions*, n. 31, juin-juillet 2008, p. 18).

**UK40 - Religious studies on the up –** The number of the pupils choosing to take religious studies ad GCSE [General Certificate of Secondary School] has risen to an all time high. In 2008, more than 179,000 pupils, of which nearly 100,000 were girls, sat the exam for religious studies, 8,000 more than last year. A third of those who took the exam were awarded either an A\* or A grade, and more than 70 per cent got an A\* to C grade. The number of entrants in the religious studies exam has now seen a year-on-year rise for the past decade (*The Tablet*, 30 August 2008).

**UK41 –** London 16 Sep 2008. **Creationism in schools.** "Some of professor Michael Reiss's recent comments, on the issue of creationism in schools, while speaking as the Royal Society's Director of education, were open to misinterpretation. While it was not his intention, this has led to damage to the Society's reputation. As a result, Prof. Reiss and the Royal Society have agreed that, in the best interest of the Society, he will step down immediately as Director of Education a part time post he held on secondment. He is to return, full time, to his position as Professor of Science Education at the Institute of Education. The Royal Society's position is that creationism has no scientific basis and should not be part of the science curriculum. However, if a young person raises creationism in a science class, teachers should be in a position to explain why evolution is a sound scientific theory and why creationism is not, in any way, scientific. The Royal Society greatly appreciates Prof. Reiss's efforts in furthering the Society's work in the important field of science education over the past two years. The Society wishes him well for the future" (<http://www.royalsociety.org/news.asp%3Fid...>)

**IT103** - La quarta edizione di **Torino Spiritualità** (24-28 settembre), festival interreligioso e interculturale, ha affrontato in chiave etica e spirituale il tema *Speranze*, articolato in tre sezioni (le speranze dell'Italia - le speranze del mondo - le speranze dell'individuo) e sviluppatosi in oltre 70 incontri tra dialoghi, lezioni, letture, workshop e spettacoli e con più di 100 ospiti tra filosofi, scrittori, personalità religiose e artisti nazionali e internazionali. Il tema *Speranze* è stato inteso non solo come tensione verso il futuro, tentativo di fiducia in quello che avverrà, o come memoria ed elaborazione del passato, ma anche come indagine responsabile del presente. La speranza attiva, immanente, concreta si deve riferire alla quotidianità e deve ritrovare i nodi cruciali per avviare una riflessione esistenziale profonda. Hanno preso parte all'evento un folto pubblico e tanti ospiti provenienti da ogni parte del mondo, testimoni delle varie forme di pensiero che la spiritualità assume nelle diverse culture ed orientamenti religiosi. (M. Giorda)

**Città del Vaticano** – “Potrebbe essere necessario rivedere l'intesa tra Vaticano e Stato italiano per l'insegnamento della religione, per recepire i nuovi titoli di studi che verranno rilasciati dagli Istituti superiori di scienze religiose”. Lo ha detto mons. Vincenzo Zani, sottosegretario della Congregazione per l'educazione cattolica, dopo la nuova Istruzione su detti Istituti emanata il 25 settembre (vedi *Speciale Formazione* in questo numero). La riforma prevede l'abbandono dell'attuale ordinamento (diploma triennale e magistero quadriennale) a favore del modulo “3+2”, con una laurea breve (o baccellierato) e quella lunga (o licenza).

## Opinioni

■ **Reticenze sulla libertà religiosa** - (...) Rileviamo infine, con dispiacere, una certa reticenza della chiesa romana a proposito del dibattito in corso in vista di una legge, attualmente in discussione in Parlamento, sulla libertà religiosa. Le nostre chiese hanno sottoscritto da tempo intese con lo Stato italiano e ne sono soddisfatte. Il loro interesse per una legge sulla libertà religiosa non riguarda in primo luogo la difesa dei loro diritti, bensì l'esigenza di un'effettiva neutralità religiosa dello Stato e della tutela dei diritti di tutti: anche di comunità religiose che non hanno nulla a che vedere con noi e che non hanno ancora potuto, per diversi motivi, giungere a intese. La libertà è indivisibile e dove quella di alcuni è conculcata o limitata è la collettività intera a risentirne.

**Assemblea – Sinodo** delle chiese battiste, metodiste e valdesi, Ciampino 3-4 nov.2007, in *Protestantesimo* 63 (2008) 2, p.176.

■ **Dérive communautariste ?** Jusqu'ici l'école confessionnelle sous contrat donne le sentiment de vouloir privilégier l'enseignement au prosélytisme. Mais les temps changent. L'Eglise, qui confie de plus en plus ses missions éducatives à des courants comme l'Opus Dei ou la Légion du christ [sic], milite pour accentuer le 'caractère propre', c'est-à-dire le caractère catholique, de ses écoles. Les autres religions ne sont pas en reste. A quoi ressemblera le vivre-ensemble quand un nombre grandissant d'élèves français aura fait ses classes dans des écoles tenues par l'Opus Dei, les Frères musulmans ou les *loubavitchs* ? C'est à cela que devraient penser ceux qui, à droite comme à gauche, dénoncent volontiers le repli communautaire, mais n'ont aucun courage quand il s'agit de gouverner. Au mépris de cette évidence : l'Etat n'a pas les moyens de favoriser la privatisation et la confessionnalisation de l'enseignement au détriment de son école.

**Caroline Fourest**, *Le Monde*, 29 août 2008.

■ **Alfabetizzazione biblica: a quando?** E' mia sensazione che l'amore per la Bibbia che si sentiva in Italia negli anni postconciliari sia passato. La Bibbia ora è presente in quasi tutte le case, ma è veramente letta? La cultura italiana laica l'ha accettata, ma nella scuola la Bibbia non è ancora entrata ufficialmente nonostante gli sforzi della associazione laica 'Biblia'. Vorrei che l'accanimento che si mostra per il mantenimento del Crocefisso, si trasformasse in interesse perché la Bibbia possa avere un suo posto nella formazione della cultura degli studenti italiani. La vera alfabetizzazione biblica avverrà quando affronteremo laicamente e scientificamente i nodi culturali che la Bibbia ancora mantiene per noi, quando la leggeremo in dialogo con i testi delle altre religioni universali, quando saremo in grado di farne il collante del nostro modo di pensare, come fece, in altri tempi, e con ben altri risultati, l'Alighieri.

**Domenico Maselli**, presidente della Fed. delle Chiese Evangeliche in Italia, in *Biblia*, notiziario, giugno 2008, p.9.

■ **Ora di islam nelle scuole?** (...) Rimane la questione dell'insegnamento religioso, o meglio l'ora di religione. Una corrente dei musulmani in Italia ritiene che l'insegnamento religioso spetti alla famiglia o alla moschea (la scuola del sabato e della domenica) e preferirebbe che i propri figli studiassero la “storia delle religioni”, piuttosto che frequentare l'ora di religione. Questo permetterebbe loro di apprendere delle nozioni di cultura generale, neutrale ed obiettiva, in grado di trasmettere il rispetto dell'altro e di liberare dal pregiudizio e dall'ignoranza. Una sorta di educazione alla scelta è il desiderio di non separare le classi e gli allievi, considerato poco educativo.

La seconda scelta è di insegnare la religione islamica nelle scuole pubbliche e private, naturalmente quando esiste un numero sufficiente di studenti. Ci ritroviamo in questo caso, come nel caso precedente, di fronte alla questione di chi deve insegnare questa materia e preparare i programmi e i testi scolastici. Arriviamo qua al nodo del problema, da cui dipende una integrazione profonda e completa, la formazione degli imam e degli insegnanti di religione.

**Adnane Mokrani**, “Un Islam europeo come antidoto al fondamentalismo”, in [www.islamicita.it](http://www.islamicita.it)

■ **Condividere una carta dei valori europei** - Spetterebbe alle Chiese, in special modo alla Chiesa cattolica, di riprendere, dopo un lungo silenzio, una strategia europeista, nella tradizione di Giovanni Paolo II. Restar fermi a rimpiangere le non menzionate radici cristiane può diventare sterile. Meglio sarebbe farsi promotrice, assieme alle altre Chiese, dunque in senso ecumenico, di una **carta dei valori condivisi per l'Europa**, e proporla al dibattito culturale e spirituale più ampio. C'è bisogno di una nuova stagione di consenso per l'Europa. C'è bisogno di una nuova presenza delle Chiese in Europa.

Editoriale de *Il Regno-attualità*, n. 12, 2008, p.361.

■ **Nessun dialogo interreligioso senza conoscenza** - Lo scopo del dialogo interreligioso è almeno triplice: 1. è **cercare di capire** meglio il contenuto della fede dell'altro; non si tratta solamente di amicizia, ma anche di imparare a leggere i testi sacri dell'altro, a leggere i libri di teologia che spiegano la fede dell'altro; dunque c'è anzitutto questo desiderio di imparare in profondità. 2. è **incoraggiare lo studio delle religioni** in maniera obiettiva vuol dire cercare di presentare in maniera scientifica il fatto religioso, che si manifesta attraverso una pluralità di religioni; perché c'è un fatto religioso che è innegabile e il credente vive la sua fede sempre in comunità. Queste hanno i loro riti, le loro lingue, le loro usanze, ed è molto importante imparare ad apprezzarlo. 3. è **formare le persone al dialogo interreligioso**, nei seminari, nei noviziati, nelle scuole e università cattoliche; abbiamo bisogno di insegnanti di religione che devono essere stati formati a questo dialogo interreligioso, che non si improvvisa. E' molto importante la cultura. La cultura è un modo molto significativo per far passare queste idee.

Jean-Louis Tauran, card. presidente del Consiglio vaticano per il Dialogo interreligioso, OR 23.07.2008.

■ **Former tous les enseignants à la dimension religieuse de la culture** - Etant donné que les enseignants jouent un rôle primordial en rendant possible l'éducation, et qu'ils ont besoin d'aide dans leur travail quotidien, la formation initiale et continue pourrait offrir des connaissances intégrées, une expérience et un partage sur les questions et les pratiques liées à la diversité. Cette formation des enseignants ne doit pas être destinée exclusivement aux enseignants chargés de l'enseignement religieux, mais aussi aux enseignants de toutes disciplines de manière à ce qu'ils soient mieux préparés à faire face aux problèmes liés à la diversité dans le cadre scolaire.

Angelos Vallinatos, au débat sur la « Dimension religieuse de l'éducation interculturelle », Athènes 8-9 octobre 2007, in *Bulletin de l'éducation*, Conseil de l'Europe, n. 25, juin 2008, p.12.

## Biblioteca

Renáta UITZ, **La liberté de religion dans les jurisprudences constitutionnelles et conventionnelles internationales**, Editions du Conseil de l'Europe, Strasbourg 2008, pages 196. (version anglaise: *Freedom of Religion*). – Le but de cet ouvrage est de dresser un aperçu de la jurisprudence européenne relative à la liberté de religion en Europe sous l'angles des droits de l'homme et du droit constitutionnel. A' travers des exemples concrets, l'auteur – hongroise, professeur de droit constitutionnel comparé à l'université de Budapest – analyse la protection du droit à la liberté de religion dans les jurisprudences des cours constitutionnelles européennes et de la Cour européenne des droits de l'homme du Conseil de l'Europe pour déterminer s'il existe un droit commun européen dans ce domaine.

*Institut International Lumen Vitae – 50 ans de rayonnement*, par Pierre Sauvage et des « Anciens », Ed.Lumen Vitae, Bruxelles 2008, pp. 110 – Depuis 50 ans, Lumen Vitae propose une formation supérieure et diversifiée en catéchèse et théologie pastorale. Une relecture des projets, enseignements et recherches et de leurs retombées dans les églises locales, illustrée par les témoignages d 'anciens' de tous les continents.

**Il dialogo interculturale**, a cura di "Espaces-Spiritualità, culture e società in Europa" dei PP. Domenicani europei, Edizione italiana in proprio della Associazione Espaces "Giorgio La Pira", Pistoia agosto 2008, pp. 44 – Interventi a commento del *Libro bianco* del Consiglio d'Europa sul Dialogo interculturale, 7 maggio 2008.

Dans *ECA/Enseignement catholique actualités*, mai 2008, un dossier de matériaux sur « **Lire la Bible de la maternelle à la terminale** ». Comment les écoles catholiques ont-elles intégré la lecture de la Bible dans les propositions éducatives ? Quelle place lui donnent-elles dans la compréhension des disciplines, dans l'apprentissage de la vie collective, dans le développement de la vie spirituelle ?

## Eventi

Berlin 18-19 September 2008 – European Conference **Diversity shapes Europe's Future. The contribution of intercultural Dialogue and Religion to Education for living together in Europe**, organised by Intereuropean Commission on Churches and School (ICCS) and International Association for Christian Education IV. [www.iccsweb.org](http://www.iccsweb.org)

**Paris** 26 septembre 2008 – Table-ronde publique sur **L'enseignement des faits religieux à l'école publique, en France et en Europe**, organisée par l'IESR-REDCo (Institut européen en sciences des religions, et le Programme de recherches REDCo auquel collaborent huit pays : Allemagne, Espagne, Estonie, France, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Russie). <http://www.iesr.fr>

**Klingenthal-Strasbourg** 13-17 October 2008 – European Colloquy on **Education for Religion and Democracy in the context of intercultural Dialogue**, organized by Intereuropean Commission on Churches and School (ICCS). [president@iccsweb.org](mailto:president@iccsweb.org)

**Bologna** 28-29 novembre 2008 – Convegno sul tema **La religione come fattore di dis / integrazione sociale**, con, in particolare, una sezione dedicata a *Quale sapere pubblico della/sulla religione?*, organizzato dalla Sez. di Sociologia dell' AIS e dalla Facoltà di Scienze della Formazione dell'Alma Mater. [stefano\\_martelli@fastwebnet.it](mailto:stefano_martelli@fastwebnet.it)

**Roma** 1-2 dicembre 2008. Congresso CCEE sulla scuola in Europa. Tema: **La scuola cattolica nello spazio pubblico europeo**. Partecipano i vescovi delle Conferenze episcopali incaricati della pastorale della scuola ed esperti del CEEC (Comité européen de l'Enseignement catholique).

**Perugia** 11-12 dicembre 2008. La Facoltà di Scienze della Formazione, in collaborazione con altre istituzioni accademiche e culturali, organizza il convegno nazionale su **L'istruzione religiosa nell'Europa delle differenze**, durante il quale verranno anche presentati e discussi i *Toledo Guiding Principles* [cf. *EREnews* 2007/4], importante documento orientativo dell'OSCE/ODIHR circa gli insegnamenti di religione nelle scuole pubbliche. [prenna@unipg.it](mailto:prenna@unipg.it)

**Milano** January 22-24, 2009 – The first International ICLARS Congress: **Relations between States and Religious Communities. Patterns in the 21<sup>st</sup> century**, by Università Statale di Milano, Facoltà di Diritto. [info@iclars.org](mailto:info@iclars.org); <http://www.iclars.org>.

**Dijon** 15-16 octobre 2009 – Symposium **1989-2009: 20 ans après le rapport Joutard, bilan et perspectives**, organisé par le Centre Catholique de Bourgogne, l'Institut de formation à l'étude et à l'enseignement des religions (IFER), en collaboration avec les Universités de Louvain, Lyon et Strasbourg. [rnouailhat@formiris.org](mailto:rnouailhat@formiris.org)

...

**EREnews**

**Attualità documenti opinioni sullo studio delle religioni e delle scienze religione in Europa**

Via Aurelia 476, I-00165 Roma, Italia – E-mail: [fpajer@lasalle.org](mailto:fpajer@lasalle.org) – fax 39 066621301

EREnews è un notiziario elettronico plurilingue, trimestrale, inviato unicamente via e-mail ad esplicita richiesta personale. Notizie e documenti sono accreditati dalla fonte che li contraddistingue. La redazione non risponde di eventuali inesattezze presenti alla fonte

Questo numero 2008/3, 18 pagine pdf, è chiuso e inviato agli iscritti il 1° ottobre 2008.